



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# FAIRE FRONT CONTRE LE RACISME !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

5 DECEMBRE 2013

Il y a 30 ans, une marche partait de Marseille contre le racisme et pour l'égalité des droits. Le 3 décembre 1983, ils étaient accueillis à Paris par une manifestation de 100 000 personnes. C'est comme ça que la carte de séjour de 10 ans a été obtenue. Mais l'espoir était vite retombé : la promesse de Mitterrand sur le droit de vote aux étrangers aux municipales n'a jamais été tenue... Renouvelée par Hollande en 2012, elle connaîtra le même sort !

## LES GOUVERNEMENTS PASSENT, LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS RESTENT !

Quand Christiane Taubira est traitée de singe, la condamnation doit être unanime. Et quand Manuel Valls exclue les Roms « qui ne vivent pas comme nous », elle devrait l'être tout autant ! De même, il ne faut laisser passer aucun de ces propos qui excluent, insultent, rabaissent en raison de l'origine, de la couleur de la peau ou de la religion. Le racisme n'est pas une opinion, c'est un délit. C'est un acte de division qui fait l'affaire de ceux qui nous exploitent.

Mais les beaux discours antiracistes de bien des responsables du PS sont dérisoires : ils ne peuvent cacher le fait que comme la droite dure, la gauche molle est féroce avec les travailleurs et les classes populaires, mais lâche devant les patrons et les riches. Cela ne fait que renforcer le parti de la fille à papa, l'incarnation la plus poussée de la lâcheté face aux riches et de l'agressivité contre les pauvres.

## CONTRE LE RACISME IMPOSER DES MESURES CONCRETES.

D'abord mettre fin à l'impunité pour les crimes racistes et les violences policières, combattre toutes les discriminations. L'égalité des droits c'est le droit de vote à

toutes les élections pour toutes celles et tous ceux qui résident ici.

Celles et ceux qu'on appelle sans-papiers sont maintenus dans l'illégalité par une législation de plus en plus exigeante. Certains sont venus au péril de leur vie, comme le rappellent les drames comme celui de Lampedusa. Les régulariser, c'est une mesure d'humanité, mais c'est aussi contraindre ceux qui profitent de leur détresse à les payer. Les ouvriers de l'usine Re au tarif légal. C'est lutter pour de meilleurs salaires pour tout le monde !



## LE COMBAT ANTIRACISTE, LA LUTTE POUR UNIR LES VICTIMES DE LA CRISE, POUR LA SOLIDARITE

Ne nous laissons pas diviser. En Bretagne, à Paris et ailleurs, contre la TVA, l'injustice fiscale, pour la taxation du capital et l'interdiction des licenciements, construisons l'unité de celles et ceux qui n'exploitent personne, quelles que soient notre origine, notre couleur de peau !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



### **VALEO NOGENT : MENTEUR ET LICENCIÉ**

La direction de Valéo avait imposé il y a deux ans, avec la complicité des élus locaux (de La Raudière, Huwwart, Ruhlmann, Lhuillery) une «réorganisation obligatoire pour relancer l'activité économique du site» sans suppression d'emploi. La réalité aujourd'hui est tout autre : –suppression de 11 postes en structures, augmentation de la fatigue avec les nouveaux horaires sans compter maintenant les samedis obligatoires – 1 ligne seulement pour fabriquer les ULS (capteurs de radars de recul) au lieu des 8 promises, le tout finalement pour un CDI à durée limitée à 2015.

Et maintenant, sous couvert de l'ANI, ce sont les 16 salariés qui résistaient encore aux nouveaux horaires qu'elle veut licencier ....

C'était bien un marché de dupe «perdant-perdant», et certains salariés devraient bien se demander s'ils ont finalement eu raison de pousser leurs syndicats à cautionner une telle opération. Alors pour ne pas être dupé une prochaine fois, ce ne sera pas en acceptant de nouveaux reculs qu'on protégera le site de nouvelles suppression de poste, et pour l'instant il faut défendre nos 16 collègues ...

Au fait, ils sont où nos élus conseillers ?

### **PSA : LES 21 MILLIONS PROMIS A VARIN SONT VOLES AUX SALARIES**

Le soi-disant renoncement de Varin est un mensonge. «J'ai décidé de renoncer aux dispositions actuelles de mes droits à la retraite », écrit-il dans un communiqué. Toute l'hypocrisie est dans "actuelles". "Je m'en remets au conseil de surveillance du groupe pour décider, quand le moment sera venu, et après avis du haut comité de gouvernement d'entreprise, des conditions appropriées de mon départ à la retraite".

Autrement dit, le moment venu, lorsque le scandale aura diminué d'intensité, la direction du groupe en remettra une louche d'indemnités.

21 millions de retraite chapeau pour Varin qui a été présent cinq ans chez PSA et un total de 70 millions d'euros mis de côté pour les 6 membres du directoire de PSA. Et il faut compter aussi la prime de départ qui va s'ajouter à cette somme. Un scandale ou simplement le vol permanent des richesses produites par les travailleurs ? La direction vient de faire signer par certains syndicats un accord de compétitivité visant à économiser 125 millions d'euros, par le blocage des salaires, la baisse des majorations d'heures supplémentaires, la remise en cause de la prime d'ancienneté et la flexibilité aggravée. Ce qui coûte cher ce n'est pas le travail, c'est le capital.

### **LES OUVRIERS DE L'USINE RENAULT DE TANGER NE SE LAISSENT PAS FAIRE !**

L'usine n'a que trois ans d'âge, et déjà La direction de l'usine fait face aux revendications. La moyenne des salaires s'établit aujourd'hui à l'équivalent de 250 euros pour les ouvriers et à

450 euros pour les employés avec pour eux des écarts considérables allant de 360 à 1000 euros. L'injustice est la règle. Ce qui n'a pas empêché la direction de proposer, pour cette année, des augmentations de salaire dérisoires : 2 % d'augmentation pour tous, et 4% à la tête du client au bon vouloir de la hiérarchie. Plus de 90 % des ouvriers en auraient été privés. Inacceptable pour les ouvriers et les délégués du syndicat UMT.

Fin octobre, un ultimatum a été fixé à la direction Renault : ou de nouvelles négociations, ou une grève des ouvriers avec le port d'un brassard ! Il a fallu l'intervention du gouverneur de la région de Tanger pour que la direction Renault accepte de négocier tout au long du mois de novembre.

Que ce soit au Maroc ou en France, les profits arrivent dans les mêmes caisses. Par delà usines, pays et continents, la solidarité entre salariés est indispensable pour empêcher le même patron Ghosn et son état-major d'attiser la concurrence entre les salariés.

### **LA MOBILITE CHEZ LES PATRONS**

Tavarès, l'ex numéro 2 de Renault va devenir numéro 1 chez PSA. Il y a quelques mois, Tavarès avait été vidé par Ghosn qui n'avait pas aimé sa déclaration à la presse : du mois d'août «J'ai l'énergie et l'appétit pour devenir numéro un. Pourquoi pas GM ? Je serais très honoré de diriger une telle compagnie» Finalement, Tavarès-Iznogoud a vite trouvé une place de calife. Il se retrouve chez PSA avec l'accord de la famille Peugeot, sans qui à ce niveau rien ne se décide, et du potentiel repreneur chinois Dongfeng. Quand on expliquait que les plans de compétitivité anti sociaux Renault et PSA étaient jumeaux, on ne savait pas encore qu'un de leur père allait changer de domicile pour y faire la même politique. Le losange au cœur qu'ils n'arrêtent pas de seriner aux salariés de Renault, c'est vraiment du pipeau. C'est en fait une raison de plus pour dénoncer la soi-disante concurrence entre Renault et PSA.

Si les salariés de Renault et PSA mettaient un peu d'ordre en expropriant tous ces dirigeants automobiles ?

### **CONTINENTAL DOIT APPLIQUER LES DECISIONS DE JUSTICE**

Le tribunal administratif avait condamné en février 2013 Continental à réintégrer 22 salariés de l'usine. Ensuite, Continental a été condamné en août 2013 par les Prud'hommes de Compiègne pour le licenciement des 1100 salariés de l'usine de Clairvoix. Depuis, la firme Continental n'exécute toujours pas les décisions de justice ni ne respecte ses obligations de reclassement. Sur les 1 120 personnes en poste à l'usine, 350 sont aujourd'hui en CDI précaire au SMIC, une centaine sont au RSA, et entre 500 et 600 sont inscrits à Pôle Emploi. Samedi 23 novembre, accompagnés des salariés du site Continental de Rambouillet, et d'ouvriers de PSA Aulnay "dans la même panade qu'eux", à 150, les Conti sont donc partis au ministère de la Justice, place Vendôme pour exiger du gouvernement qu'il fasse appliquer les décisions de justice. Vraiment, les patrons n'appliqueront que ce que nous leur imposeront